

# La Nouvelle Revue De Presse De Langue Française

NRP Décembre 2016, n°34



## DOSSIER

### « L'ALGERIE: UNE MOSAIQUE DE CULTURES »

#### Economie

Algérie : Trois hypothèses budgétaires légères qui font de 2019 « hikayajamila »

*El Kadi Ihsane*

#### Droit

Loi sur la santé:

Les médecins ne veulent pas d'un «code pénal bis»

*Yazid Alilat*

#### Mémoire

Mort de l'anthropologue Malek Chebel,  
défenseur d'un « islam des Lumières »

*Philippe-Jean Catinchi*

مختارات الصحفية  
التيقة الجديدة

# Sommaire

N° 34, Décembre 2016

## Dossier

### « L'ALGERIE: UNE MOSAIQUE DE CULTURES »

Contribution, histoire et civilisation : Remarques et observations sur l'histoire de l'Algérie, *Zahir Ihaddaden*, p.4-5

Souk Ahras, berceau multiculturel, *Aliouat*, p.6

BISKRA, sortilèges d'une oasis, p.7

Découverte Homo Sapiens, p.7

Pyramides berbères, p.7

Y a-t-il encore des Juifs au Maghreb ?, *Benjamin Roger*, p.8

Langues et culture berbères, *A.A.*, p.8

L'identité algérienne, au-delà des frontières, *Lobna Hadji*, p.9

## Economie

Algérie : Trois hypothèses budgétaires légères qui font de 2019 « hikayajamila », *El Kadi Ihsane*, p.10

Une menace inflationniste ?, *Ahmed Bouyacoub*, p.11

## Droit

Les demandes de kafala explosent... L'adoption, un si long chemin..., *Bouredji Fella*, p.12

Loi sur la santé: Les médecins ne veulent pas d'un « code pénal bis », *Yazid Alilat*, p.13

## Mémoire

Mort de l'anthropologue Malek Chebel, défenseur d'un « islam des Lumières », *Philippe-Jean Catinchi*, p.14

**Bibliographie**, p.15

*La NRP est la nouvelle formule de la « Revue de presse », créée en 1956 par le centre des Glycines d'Alger.*

[Attestation du ministère de l'information: A1 23, 7 février 1977]

*Revue bimensuelle réalisée en collaboration avec le :*

[cdesoran@yahoo.fr](mailto:cdesoran@yahoo.fr)

CENTRE DE DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

3, rue Kadiri Sid Ahmed, Oran • Tel: +213 41 40 85 83 •

Site web: [www.cdesoran.org](http://www.cdesoran.org) / Facebook : Cdes Oran



*La NRP vous souhaite  
une très bonne année 2017*

*Ont collaboré à ce numéro*

Ryad CHIKHI, Bernard JANICOT, Leila TENNCI, Ghalem DOUAR, Omar AOUAB, Mokhtar MEFTAH  
Halima SOUSSI, Sid Ahmed ABED, Amine BAGHDADI, Laid Nasro OUEZAR, Sofiane BELKACEM

## Editorial



*L'Algérie, elle est comme une couche de mille feuilles et si on ignore une seule feuille on gâche le goût. Des dizaines de civilisations sont passées sur cette magnifique terre depuis des millénaires : les berbères, les romains, les arabes, les espagnols, les ottomans et les français ... Cette diversité de civilisations a laissé des traces à travers le temps : ce que on l'appelle le patrimoine ...*

*Mais il existe deux types de patrimoine. Le patrimoine matériel, celui des monuments des statuts et des sites historiques et aussi l'immatériel, celui des traditions et des cultures. Tous deux nous racontent la richesse de cette terre d'Algérie. Sans oublier l'existence des religions et des communautés religieuses juives, chrétiennes et musulmanes. Même si aujourd'hui, on trouve beaucoup plus de musulmans que des chrétiens et surtout de juifs.*

*Cependant, à travers les âges ces trois communautés ont vécu ensemble. Quand on parle de la religion nous faisons allusion à l'histoire des débarquements religieux.*

*La première diaspora a fait fuir des juifs vers le nord de l'Afrique y compris l'Algérie. L'empire romain a ramené le christianisme en même temps que sa guerre coloniale et les arabes ont aussi ramené l'islam. Chaque civilisation avait une culture une religion différente de celle des autres. Mais aujourd'hui on vit une accumulation d'une diversité ethnique, culturelle et religieuse. Ce qui fait de l'Algérie une mosaïque de culture.*

*Alors, dans ce numéro de notre Revue de Presse, nous ferons le tour des différents types de patrimoine matériel et immatériel à travers les nouvelles découvertes à Souk Ahras et les pyramides de Tiaret. Nous évoquerons le jumelage entre les deux langues berbère et arabe et aussi l'interculturalité franco-algérienne qui nous a donné un héritage de la civilisation française... et enfin une vision sur l'existence de la communauté juive en Algérie.*

*Peut-être qu'un seul numéro ne suffit pas à évoquer une telle richesse. Mais l'objectif de l'équipe qui travaille à faire vivre la NRP, c'est de mettre en lumière un sujet que l'Algérie doit investir pour améliorer l'état culturel du pays : reconnaître toute sa diversité.*

*Terminons par une ancienne citation : «c'est à travers la différence que l'on construit l'équilibre».*

*Omar Aouab*



## Contribution, histoire et civilisation : Remarques et observations sur l'histoire de l'Algérie

Zahir Ihaddaden

L'histoire d'Algérie s'étend sur plus de 5000 ans. Sur cette longue période les historiens n'ont retenu que les périodes de domination étrangère ce qui a donné une présentation étrange de notre histoire. C'est ainsi que nous avons les périodes suivantes: phénicienne, carthaginoise, romaine, arabe, turque etc. Cette présentation est fautive. Le gros travail à faire est de lutter continuellement pour la corriger. Les historiens occidentaux croient fermement que l'Afrique du Nord n'a pas d'histoire ou plutôt que son histoire est liée à celle des nations qui l'ont dominée. Ces historiens croient que les Berbères sont un peuple anarchique, qu'ils sont incapables de s'unir, qu'ils n'ont pu jamais constituer une nation, encore moins un Etat. C'est à partir de ce constat erroné qu'ils ont commencé à établir des contre vérités historiques qu'il faudrait rejeter et combattre. Ces contre vérités sont les suivantes :

Concernant l'histoire ancienne. Pour ces historiens cette histoire commence avec les Phéniciens, précisément avec Carthage tout au moins pour la Tunisie actuelle. Pour le reste de l'A.N., cette histoire commence avec les Romains. Avec étonnement, ces historiens découvrent qu'avant les Romains, trois royaumes existaient déjà mais ils ne leur accordent aucune importance et décident arbitrairement de les qualifier de vassaux aux Carthaginois et aux Romains ce qui veut dire qu'ils n'ont pas d'histoire. Et voilà, notre histoire ne peut commencer qu'avec les Romains. Aujourd'hui, nos médias et aussi beaucoup de nos historiens, quand ils parlent d'Alger, de Tipasa par exemple, ils font commencer leur histoire à l'époque romaine pour nous parler, avec une certaine fierté, d'Icosium en ignorant que ce mot vient du mot berbère aghoussim qui veut dire noyers et Tipasa vient du mot berbère tafza qui est une roche que l'ont trouve dans la région. Il en est de même de Timgad, Teleghma, Télemly etc. Non, notre histoire ne

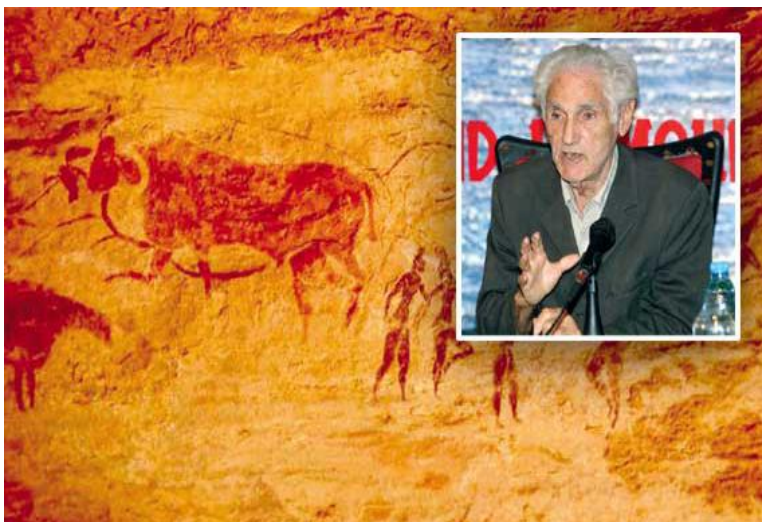
commence pas avec les Romains Il faut le crier fort. Concernant l'époque dite « arabe ». On se plaint pour cette période à mettre en évidence deux phénomènes, très éphémères mais que les historiens présentent comme durables et déterminants : il s'agit de l'antagonisme arabo berbère qui n'a duré que quelques années, au moment de la pénétration de l'Islam et de l'invasion hilalienne qui a été, il est vrai, dévastatrice mais qui s'est résorbée avec l'action énergique de Abd el Moumen l'almohade. Il faut éviter de donner à ces deux phénomènes l'importance qu'ils

inventées pour les salir et ternir leur image. Les Français n'ont fait que reprendre ces mensonges, en grande partie pour justifier leur agression contre l'Algérie. Les Turcs sont venus en Algérie à la suite de la demande pressante des populations pour les aider à lutter contre la menace des Espagnols qui venaient d'occuper Oran, Bejaia et se sont installés aux portes d'Alger. Cette période de notre histoire est une des plus glorieuses. Elle n'est pas turque mais bien algérienne. Hussein Dey était fier d'être Algérien. Il s'était farouchement opposé

au Khalife qui voulait le destituer. Rais Hamidou, le valeureux amiral qui était redouté par tous les occidentaux était Algérien et l'Algérie était désignée par tout le monde comme le Royaume d'Alger. Cessons donc de considérer cette période de domination turque. La colonisation française n'a pas

duré 132 ans. C'était un constat avancé par le PPA et autres pour les besoins de la propagande nationaliste pour affirmer que la colonisation française avait trop duré. En réalité, elle n'a duré que 70 ans au plus. En 1830, les Français ont occupé Alger, le reste du pays était souverain et cette souveraineté a continué d'exister jusqu'en 1881 avec la défaite des Ouled sidi Cheikh. En 1943, avec l'élaboration du Manifeste et la constitution des AML, la souveraineté algérienne réapparaît pour s'affirmer militairement le 1er novembre 1954. C'est de cette façon qu'il faudrait écrire et lire l'histoire de cette période 70 ans de domination française, pas plus !

Les historiens occidentaux nous ont inculqués au sujet de notre histoire des contre



vérités qu'il faut dénoncer avec vigueur. Pour eux, notre histoire est une succession ininterrompue de dominations étrangères. Or, entre la domination carthaginoise et romaine, il y a des siècles que ces historiens ont occultés et entre la domination romaine et les autres, il y a également des siècles que ces historiens n'ont pas vus. C'est là peut être la première contre vérité. Ensuite d'après eux, notre histoire se résume à ces dominations. Soit faisons le calcul. Auparavant, il faudrait souligner que la durée de cette domination varie selon les régions. En Tunisie, actuelle, sur la totalité du territoire ou une partie seulement, la domination étrangère a duré, globalement, six siècles. Sur l'Est algérien, elle a été de trois siècles. Sur le centre de l'Algérie, elle n'a été que de moins de deux siècles. Et sur l'ouest algérien et le nord du Maroc, cette domination n'a pas duré un siècle. Enfin tout le sud algérien et marocain, à partir de la frontière libyenne, en passant au sud de Sour, en allant vers Oujda et la côte atlantique, tout ce grand sud n'a jamais connu de domination étrangère. A partir de ces données, nos calculs nous ont donné, pour l'Algérie, une domination étrangère globale de trois siècles environ. Quand on sait que notre histoire s'échelonne sur 50 siècles, on se demande comment la conscience de ces historiens leur a permis de s'intéresser uniquement à trois siècles et d'occulter 47 siècles. En réalité, trois siècles dans notre histoire ne sont qu'un accident qu'on ne doit pas oublier, certes, mais ce n'est pas l'essentiel. Aujourd'hui nos enfants, les médias, les journalistes, des historiens, cherchent à ne pas utiliser le terme de domination et l'ont allègrement remplacé par le terme de « civilisation ». On entend, donc, parler de « succession de civilisations sur cette noble terre d'Algérie ». Que Dieu nous garde ! La domination coloniale est par conséquent une civilisation. Nous sommes tout prêts du débat qui a eu lieu, en France, sur les aspects positifs de la colonisation française ! Y a-t-il un aspect positif dans une domination coloniale ? Notre histoire nous apprend que la domination coloniale n'apporte que destructions, massacres, spoliations, exterminations. C'est la mort programmée pour tout un peuple. C'est tout le contraire d'une civilisation. Encore une fois, cessons de parler de « succession de

civilisations ». En Algérie, il ne peut y avoir qu'une seule civilisation : c'est la civilisation berbère qui a existé depuis la préhistoire et qu'on peut appeler, aujourd'hui, « civilisation algérienne ». Un peuple ne peut avoir qu'une seule civilisation, celle élaborée consciencieusement et laborieusement par les autochtones. Des apports étrangers peuvent survenir mais rapidement assimilés et intégrés. Ce sont des enrichissements, certes, mais ils ne modifient pas l'originalité de la civilisation. Quel apport, la civilisation romaine a apporté à la civilisation berbère ? Personne ne peut le déterminer ! Devant des ruines, nombreuses en Algérie, on s'écrie toujours « des ruines romaines ». Mais pourquoi voulez-vous qu'elles soient romaines ? Elles se trouvent en Algérie, elles sont donc par essence algériennes. Combien même l'architecte soit romain, les ouvriers, le financement sont algériens. Mieux encore, il a été érigé sur les décombres d'un monument algérien. Un archéologue français s'est écrié : « Où sont donc passés les palais construits par Missipsa et Massinissa ? » Encore une fois, cessons de considérer toutes ces ruines « romaines ». Surtout, évitons de retracer l'histoire de Rome, en faisant parler ces pierres. Quelle abomination ! Elles font partie de la civilisation berbère. Une civilisation authentique, riche et enrichie. Soyons fiers de lui appartenir, à elle, seulement et uniquement ! En ce qui concerne la Révolution algérienne. Il me semble que tout a été fait pour connaître l'histoire de cette période : les événements importants et essentiels sont connus, très souvent en détails. Les documents algériens existent en abondance, parfois inexploités, il est vrai. Les témoignages sont nombreux. Beaucoup d'acteurs sont toujours en vie et s'expriment très souvent. Naturellement, cette abondance et prolifération donne l'impression de désordre et surtout de contradictions. Mais il faut bien le souligner, cela ne peut concerner que les détails de certains événements. La décantation viendra de la part d'historiens authentiques. Prenons l'exemple de Abane Ramdane, son assassinat est admis maintenant par tout le monde. Reste les circonstances et les raisons, elles ne peuvent être pour le moment que l'objet de controverses et de contradictions

qui seront surmontées, un jour, certainement, par un historien avisé. Il me semble qu'il n'y a pas de quoi s'alarmer. Le problème qui se pose actuellement pour cette période a deux facettes : d'une part, les documents algériens sont écrits soit en français, soit en arabe et malheureusement les arabisants ne prennent pas connaissance des documents rédigés en français et l'inverse est également vrai pour les françaisants. Nous avons deux mondes qui ne se communiquent pas et souvent s'ignorent. D'autre part, beaucoup d'Algériens ne sont pas encore arrivés à décoloniser leur esprit, ils accordent peu de crédit à tout ce qui est algérien et se rabattent sur les documents étrangers pour porter finalement un jugement négatif sur notre révolution. Les archives françaises sont encombrées par les documents de propagande élaborés par les services spéciaux de l'intox et de la désinformation qui avaient pour objectif la démoralisation et la déstabilisation du FLN et de l'ALN. Ces documents sont des mensonges et des contre vérités. Ces services sont allés jusqu'à falsifier le journal El Moudjahid pour faire dire à Ferhat Abbas ce qu'il n'a pas dit. Malheureusement des Algériens, chercheurs ou hommes politiques, leur accordent crédit et se permettent d'élaborer des thèses fantaisistes qui n'ont rien à voir avec la réalité historique. C'est ce complexe dévastateur qu'il faudrait combattre et détruire. Le moyen le plus sûr pour y arriver est celui d'élaborer un esprit critique en installant une critique littéraire qui permettrait de ne pas s'attaquer aux individus qui écrivent ou qui témoignent mais d'analyser les faits qu'ils rapportent. Cela pourrait peut être rétablir la confiance entre nous.

**EL MOUDJAHID**

26 Septembre 2016



## Souk Ahras, berceau multiculturel

Taghaste, ville romaine, finira par retourner à ses origines berbères, du temps où un marché se tenait devant une forêt peuplée de lions. Ce qui donnera son nom à la ville : Souk Ahras signifie le marché des lions. Cette ville a donné d'illustres fils à l'Algérie. De saint Augustin à Antar Yahia, celui-là qui fit sortir toute l'Algérie dans la rue un soir de novembre 2009, en passant par Mustapha Kateb, illustre homme de théâtre, Tahar Ouettar... Pour dire que de nombreuses personnalités ont vu le jour dans cette cité située à l'extrême Est, carrefour d'échanges entre le Nord et le Sud et surtout entre l'Algérie et la Tunisie. Cette ville est avenante et quel que soit le point où on se place, la vue est dégagée, don-

ainsi que le cheptel sont quotidiennement l'objet de contrebande. Dans les principales avenues de la ville, des camionnettes chinoises vont et viennent, chargées de produits alimentaires, de fruits et légumes et même de matériaux de construction. Comme dans tout le pays, ces dispositifs d'aide à l'emploi, s'ils ont été d'un apport considérable dans le recul du chômage, n'ont pas pour autant relevé le fameux défi de la production nationale. Paradoxalement, la wilaya de Souk Ahras, qui représente un important bassin laitier, manque cruellement de moyens de collecte et il y a parfois de dommageables déperditions. Pour dire que des bénéficiaires locaux des dispositifs d'aide à l'emploi auraient pu

l'évidence elle tient de ce pays et de l'autre vu la position de la ville. Alors, les plats sont épicés et la sauce rouge est dominante. Bien sûr, l'inévitable mloukhia est dans tous les menus et on retrouve le couscous algérien différent du tunisien parce qu'il est servi avec la sauce à part, le bourek d'Annaba, les ragoûts bien de chez nous... sans oublier la spécialité de Souk Ahras, le sfendj, beignet salé ou sucré. Nous prenons le café sur une des nombreuses terrasses de café qui longent la principale avenue. Celle qui abrite la magnifique bâtisse de la mairie au toit en dôme recouvert d'ardoise ainsi que le Square, jardin tout de verdure aux massifs savamment tracés. Non loin, se situe la gare ferroviaire qui connut ses moments de gloire quand Souk Ahras jouait pleinement son rôle de ville carrefour de tout l'est algérien notamment quand l'industrie du phosphate et du minerai de fer était florissante. Mais c'est sur le plan culturel que la ville et ses communes ont marqué toutes les époques. De saint Augustin, natif de Taghaste, à l'écrivain prolifique Tahar Ouettar, celui-là qui signa le magnifique roman « Ezzizel » et la pièce théâtrale « Les martyrs reviennent cette semaine », en passant par l'inusable Kateb Yacine dont les origines remontent à Sedrata où il venait souvent se ressourcer en jouant aux dominos, coiffé du large chapeau de paille des paysans, Souk Ahras a toujours enfanté d'illustres personnages. Nous quittons la ville au petit matin et, sortie de la brume, elle tient dans une cuvette cernée de montagnes et de champs verdoyants qu'avoisinent des barres d'immeubles anonymes...

Aliouat

**Horizons**  
QUOTIDIEN NATIONAL

05 Janvier 2016



nant sur des montagnes ou de grands espaces verdoyants... Les gens vaquent à leurs occupations dans le froid terrible du matin, celui-là qui gèle les doigts. Pourtant ces silhouettes anonymes qui déambulent dans la ville, emmitouflées dans leurs épaisses kachabias, marchent sur un site multimillénaire qui connut son temps de splendeur et en traversant toutes les périodes numide, romaine, vandale, byzantine, islamique, berbère... jusqu'à la période coloniale où elle joua un rôle majeur dans la guerre de Libération. Comme toutes les régions du pays d'ailleurs. Économiquement, la wilaya compte trois activités principales, les ressources minières, l'élevage — c'est un bassin laitier important — et le grand trafic qui a lieu avec la Tunisie, vu sa position très proche de la frontière où le carburant, les effets vestimentaires et les produits alimentaires

investir ou simplement être orientés vers la collecte du lait cru avec ces véhicules aménagés qui le redistribueraient dans les régions avoisinantes qui manquent justement de lait. El Hadi est un jeune qui a décroché une camionnette pour « bouger » comme il dit. Autour d'un café, il nous confie qu'il lui arrive de s'adonner à la contrebande et précise que celle-ci tourne surtout autour de « l'exportation » de produits algériens vers la Tunisie, celle-ci n'ayant pas grand-chose à nous vendre. Nécessité faisant loi, les chômeurs recourent à cet échange illégal transfrontalier. « Pour vivre », dit El Hadi. C'est l'heure du déjeuner et notre interlocuteur nous indique un restaurant réputé pour sa gastronomie. Ce n'est pas le summum de l'art culinaire mais on y mange bien une cuisine algéro-tunisienne parce qu'à



## BISKRA, sortilèges d'une oasis

L'Institut du monde arabe dévoile l'histoire et le charme de Biskra, oasis algérienne et terre d'élection d'artistes européens et américains au tournant du XX<sup>ème</sup> siècle, à travers une exposition sans précédent. Biskra, ville carrefour oubliée Lieu d'échanges tant économiques qu'intellectuels et artistiques, Biskra a joué le rôle de « révélateur » chez de fortes personnalités du monde artistique à partir des années 1880. Située à quelques kilomètres de sources chaudes et accessible par chemin de fer dès 1888, l'oasis algérienne séduit et envoûte peintres, photographes, écrivains, musiciens et cinéastes, de l'orientalisme au futurisme : Eugène Fromentin, Gustave Guillaumet, Henri Matisse, Maurice Denis, Oscar Kokoschka, Henry Valensi... Rendez-vous d'une avant-garde internationale, Biskra demeure une destination incontournable tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle. La

Guerre d'Algérie et les « années de plomb » ont pourtant éclipsé son souvenir dans les mémoires. Un regard neuf sur un mythe oriental ... L'ex-



position révèle une Biskra cosmopolite où les intellectuels se posent la question du rapport avec les Algériens. L'histoire de cette ville unique, sans équivalent dans le monde arabe par l'impact qu'elle a eu sur la culture internationale sont retracés

grâce à de nombreux documents d'époque inédits... Muse de tous les arts, l'oasis algérienne a suscité une production foisonnante de photographies, peintures, cartes postales, romans, pièces de théâtre et films. Grâce à des prêts internationaux, Biskra, sortilèges d'une oasis présente ainsi le chef-d'œuvre de Gustave Guillaumet, Habitation saharienne, qui n'avait pas été vu en France depuis plus d'un siècle. La projection d'extraits du film The Garden of Allah avec Marlene Dietrich met, elle, en lumière une Biskra fantasmée jusqu'à Hollywood.

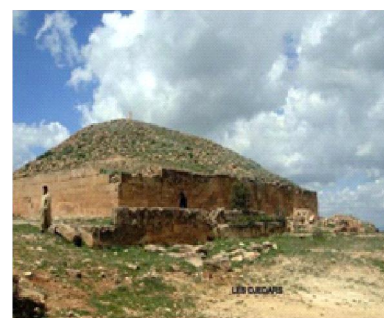
28 Septembre

2016

algerie  
patriotique

## Pyramides berbères

Non, les pharaons ne sont les seuls qui ont construit des pyramides magistrales dans l'histoire de l'Afrique du Nord. Les berbères ont également marqué de leur empreinte la terre dans laquelle ils ont vécu, ... Et nos ancêtres ont bâti également des pyramides majestueuses sur nos terres. Ces pyramides berbères sont connus sous le nom des Djeddars de Frenda, situées à une trentaine de kilomètres de Tiaret. Construites, selon les ar-



chéologues, durant la même période que les pyramides pharaoniques, ces pyramides obéissent à une architecture propre à la culture berbère. Treize pyramides ont uniquement survécu aux troubles de l'histoire. Les autres ont été détruites, en grande partie, par les Romains, les Vandales et l'armée coloniale française.

## Découverte Homo Sapiens

Des chercheurs britanniques et tunisiens ont mis au jour des pièces attestant de la présence de l'Homo sapiens, l'homme moderne, dans l'actuel sud de la Tunisie il y a près de 100 000 ans. Une information qui en dit plus sur la mobilité de l'Homo Sapiens.

Voilà une découverte qui devrait permettre de mieux cerner la mobilité de l'Homo sapiens, apparu il y a 200 000 ans en Afrique de l'Est et qui se serait aventuré au-delà de ce continent

aux alentours de 65 000 ans avant notre ère, selon les estimations généralement admises. Ici, des fouilles effectuées durant une année et demie près de Tozeur, au sud-ouest de la Tunisie, ont permis d'identifier un site « prometteur » de 6 000 m<sup>2</sup>, a déclaré à



l'AFP Nabil Guesmi, co-responsable du projet avec l'Institut tunisien du patrimoine (INP) et des chercheurs d'Oxford. « Nous avons trouvé des ossements témoignant de la présence d'une faune typique de la savane (rhinocéros, zèbres...), ... le recours à la datation par thermoluminescence, une technique scientifique communément utilisée pour dater des objets de la Préhistoire, a notamment permis de dater certaines de ces découvertes à « 92 000 ans avant notre ère », une

« première » pour l'Atérien, une culture présente en Afrique du Nord dont il était jusque-là admis qu'elle ne s'étirait pas au-delà de 65 000 ans avant J.C. Cette période a été définie il y a près d'un siècle par un préhistorien français dans le cadre de ses travaux en Afrique du Nord. Le nom de cette culture provient du site de Bir el-Ater, en Algérie. Ici, la zone fouillée par l'équipe de chercheurs tunisiens et britannique se situe entre l'oasis tunisienne de Nefta et la frontière

algérienne. Les pièces découvertes font de ce site tunisien le plus ancien où la présence de l'homme moderne est attestée. Dans l'ensemble de l'Afrique du Nord, les plus anciens restes

humains ont été trouvés au Maroc, à Harhoura Témara, datés à quelque 160 000 ans. D'après l'INP, le site de Nefta est susceptible de fournir des indications sur l'une des « voies de passage » empruntée par l'Homo sapiens dans la région. « On peut imaginer aller plus loin, car le site est relativement vaste », a conclu Nabil Guesmi.

AF ALGERIE-FOCUS.com  
L'INFORMATION POUR VOUS ET AVEC VOUS

16 Septembre 2016

AF ALGERIE-FOCUS.com  
L'INFORMATION POUR VOUS ET AVEC VOUS

08 Octobre 2016

## Y a-t-il encore des Juifs au Maghreb ?

Benjamin Roger

## Langues et culture berbères

Le pèlerinage de la Ghriba vient de s'achever à Djerba, dimanche 28 avril. Un rare moment de rassemblement pour les Juifs maghrébins, dont le nombre n'a cessé de décroître au cours de la seconde moitié du XXe siècle. Vendredi 26 avril, comme chaque année depuis des siècles, des centaines de Juifs tunisiens et maghrébins ont afflué à Djerba, à l'occasion du célèbre pèlerinage de la Ghriba. Ce pèlerinage, qui honore la mémoire des rabbins Meïr Baal Haness et Shimon Baar Yohai, est l'une des plus importantes fêtes religieuses pour la communauté juive d'Afrique du nord. Mais aujourd'hui, cet événement est surtout un des derniers vestiges de l'ancienne et importante présence des

arabe ». Ne choisissant aucun camp, elle subira ensuite de nombreuses attaques, qu'elles soient l'œuvre des extrémistes français de l'Organisation armée secrète (OAS) ou des indépendantistes arabomusulmans du Front de libération national (FLN). Dans les mois qui suivent l'indépendance, environ 120 000 Juifs d'Algérie, Français depuis quatre générations, embarquent pour la métropole aux côtés des pieds-noirs. Les quelques milliers restant partiront progressivement, au gré des vagues d'immigration vers Israël dans les années 1960 et 1970. La « décennie noire », dans les années 1990, fera fuir la plupart des derniers membres de la communauté encore installés en Algérie. Aujourd'hui,

La phase d'études dans laquelle la langue, la culture, l'histoire berbères semblent s'éterniser comme thèmes d'analyse, de curiosité de diverses sciences sociales (la sociologie, l'anthropologie, l'ethnographie, la préhistoire) tend à rendre le sujet totalement inerte pour devenir un vague souvenir d'une civilisation égarée dans les tumultes et les tourbillons de l'histoire. La société berbère passe ainsi pour n'être seulement qu'une société étudiée sur laquelle s'exercent des essais et des interventions. Elles sont le plus souvent d'un aspect expérimental. Cette situation donne la nette impression que la question s'embourbe dans un oblong axe de réflexion pour devenir enfin une curiosité sous forme d'objet muséologique. Pour lever toute équivoque, il est certes évident que les sciences sociales, quand elles éclairent et renseignent le public sur le parcours d'une société, sa situation actuelle, son évolution et ses projections sur l'avenir, sont utiles et même nécessaires. C'est plutôt le fait de la figer dans le temps et dans l'espace comme organe pour laboratoire au service d'intentions idéologiques et politiciennes qui est ici déploré. Il est notoire que pour mieux cerner et contrôler un groupe social, il n'y a rien de mieux que de pénétrer dans les entrailles de son fonctionnement social et repérer tout ce qui est fragile en lui. Le reste est une question de temps. Juste le temps de mettre en application les stratégies d'usage déjà effroyablement exercées ailleurs et dont les résultats sont assurés. Lorsque la sociologie interprète le bout de la fourche d'un pilier vertical dans lequel vient se loger normalement la poutre maîtresse d'un faitage d'une maison ancienne de Kabylie comme étant une partie « de jambes en l'air » diantre ! Quelle transgression de ce qui saute aux yeux comme logique technique de construction ?

A.A



Juifs dans la région. Depuis le milieu du XXe siècle, le nombre d'israélites au Maghreb a inexorablement chuté. Environ 500 000 au sortir de la Seconde guerre mondiale, ils ne seraient pas plus de 5 000 aujourd'hui. D'un pays à l'autre, cet exil trouve différentes explications historiques.

### Maroc

Le nombre de Juifs marocains est estimé à environ 250 000 en 1945. À l'époque, il s'agit de la plus grosse communauté juive du Maghreb et du monde arabe...

### Algérie

Moins nombreux que leurs voisins marocains, les Juifs algériens ont surtout une trajectoire très différente, intimement liée à l'histoire franco-algérienne. En 1870, le décret Crémieux – du nom de son auteur, Adolphe Crémieux – déclare citoyens français les « israélites indigènes » d'Algérie. Lorsque la guerre d'indépendance éclate, en 1954, on compte environ 130 000 Juifs dans les départements français d'Algérie. Comme le résume Albert Camus dans *L'Express*, la communauté est alors « coincée entre l'antisémitisme français et la méfiance

personne n'est capable de fournir un chiffre précis sur le nombre de Juifs résidant toujours dans le pays. Aucun ? Une vingtaine ? Une cinquantaine ? « Il ne sont plus qu'une poignée. Ils vivent très discrètement et sont surtout installés à Alger », indique l'historien Benjamin Stora. Ce flou entourant les israélites algériens entretient toutes sortes de fantasmes. « Il y a une sorte d'idée de « juifs clandestins », parfois relayée par la presse algérienne, s'amuse Joëlle Allouche, juive de Constantine dont la famille a émigré en France. J'ai par exemple lu des articles, dans des journaux sérieux, qui affirmaient que des communautés juives vivaient cachées dans les montagnes des Aurès ! ».

### Tunisie

Au début des années 1950, on dénombre environ 100 000 Juifs en Tunisie. Comme au Maroc, certains sont déjà partis pour Israël depuis 1948, poussés au départ par de discrets agents sionistes...

JEUNE AFRIQUE

23 Avril 2013

LE DROIT DE SAVOIR. LE DEVOIR D'INFORMER.  
**LIBERTE**  
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

20 Janvier 2009



## L'identité algérienne, au-delà des frontières

Lors d'une interview intitulée « Bleu-blanc--rage », le journaliste Nadir Dendoune raconte la difficulté de grandir entre deux mondes, entre deux cultures : la France et l'Algérie. A ce sujet, il raconte « Je ne me sens pas rebeu. Je ne me sens pas plus Français que ça non plus. » A travers ces débats sur l'identité nationale, la France oblige ses citoyens à appartenir exclusivement à un groupe et de ce fait, crée un malaise identitaire. Ce concept français d'assimilation étouffe la multiplicité

seulement à l'Algérien de « souche » et les critères uniquement géographiques sont obsolètes. Les Algériens sont des personnes comme mes parents qui ont quitté l'Algérie pour s'installer en France ou des personnes comme moi qui sont nées en France et qui vivent à l'étranger. A travers cette toile identitaire, de nombreux Algériens vivant à l'extérieur du territoire se questionnent sur leur rôle au sein d'une société algérienne en plein essor économique. Un débat sur

fais référence à une communauté d'individus installée à l'étranger, où ils travaillent et vivent. Si nous prenons le cas de l'Algérie, sa diaspora est une réelle plus-value puisqu'elle peut être mobilisée au profit du pays.

La colonisation a certes laissé des blessures profondes en Algérie mais elle a aussi donné naissance à une communauté dynamique et surtout instruite



d'identités. Il faut être l'un ou l'autre ce qui amène à une lutte interne. Or, l'assimilation oublie que l'être peut englober plusieurs identités à la fois et être en parfaite symbiose avec le reste de sa personne...

Selon le gouvernement algérien, les 132 années de colonisation française ont provoqué un « génocide » de l'identité. Les effets de l'occupation sont incontestables mais cette question n'a été abordée qu'au niveau de la population vivant en Algérie. Les individus tiraillés entre deux continents sont négligés.

Durant l'époque coloniale et postcoloniale, cette identité s'est redessinée non seulement à l'intérieur du territoire algérien mais aussi au delà de ses frontières. En effet, les flux d'immigration vers la France et vers d'autres pays ont modifié l'essence même de l'identité algérienne. Aujourd'hui, l'Algérien ne ressemble plus

l'identité algérienne serait donc nécessaire.

L'institut Montaigne souligne lors d'une étude sur l'identité nationale française, qu'un débat est important et même plus important que d'y apporter des réponses car il permet de « mieux comprendre l'autre et donc d'accepter la diversité, les spécificités de chacun. » De manière identique, un débat sur l'identité algérienne donnerait lieu à l'acceptation de l'hétérogénéité du peuple algérien et à l'inclusion d'une population

qui ne répond pas uniquement à un critère géographique.

Pendant longtemps, l'émigration a été perçue comme nuisible au développement du pays d'origine. Or, plusieurs études sur les diasporas africaines ont démontré que ces communautés devraient être vues comme un gain plutôt qu'une perte. Lorsque j'utilise le terme diaspora, je

qui pourrait participer à l'émancipation politique et au développement économique du pays. Dans ce contexte de mondialisation, cette population pourrait apporter un regard nouveau dans le pays mais également partager ses compétences et ses expertises. Elle jouerait un rôle clé dans la transmission de savoir.

L'Algérie de demain devrait se construire avec les Algériens venant de tout horizon. A l'aube des présidentielles de 2014, les candidats potentiels aux élections devraient reconnaître la diversité de la population algérienne et mener une campagne au-delà des frontières.

Lobna Hadji

**AF** ALGERIE-FOCUS.com  
L'INFORMATION POUR VOUS ET AVEC VOUS

11 Février 2013

## Algérie : Trois hypothèses budgétaires légères qui font de 2019

## « hikayajamila »

El Kadi Ihsane



le principal indicateur sur l'évolution de l'activité dans le pays sur la période 2017-2019. Ce freinage de l'investissement public n'est pas compensé par une libération des activités. Le périmètre de l'investissement restant quasi constant, le risque est plus grand de voir l'assiette fiscale se tasser. Sa hausse de 28% en trois ans est, là aussi, une « prévision augmentée ».

La 3e hypothèse qui rend jolie l'année 2019, n'est pas plus réaliste que les deux premières. Il s'agit du contexte macro-financier de la croissance. Le document officiel prévoit une inflation à 4% soutenue notamment par une parité dinar-dollar inchangée à 108 dinars le dollar. Cette prévision ignore la monétisation du financement du déficit budgétaire à partir de 2017. Mécanisme déjà lancé en 2016 avec le refinancement par la banque d'Algérie à la fois du trésor public (avance) que des banques commerciales (réescompte). La trajectoire du solde budgétaire n'est pas du tout la même si l'inflation est proche de 10% en 2019, au lieu des 4% intégrée généreusement dans les prévisions 2017-2019.

L'histoire ne dit pas encore si le document proposé par le gouvernement correspond vraiment aux prévisions de la Task Force auprès du premier ministre. Difficile de le croire tant il raconte une « hikayaJamila » peu rigoureuse. Mais alors que va t'il se passer si la trajectoire budgétaire sort de son orbite à la fin de l'année 2017 ? Le gouvernement s'est laissé une marge de manœuvre du côté des dépenses. Le seul versant à sa main. En 2017, une première baisse historique du budget de fonctionnement est proposée dans le projet de loi de finances. Plus rien ensuite. En fonction de l'évolution de la conjoncture, de la résistance sociale aux mesures impopulaires, l'exécutif avancera de nouveaux pions pour réduire les montants des transferts sociaux dans les catégories ou ils se justifient le moins.

Le gouvernement algérien a innové dans son projet de loi de finances pour 2017. Il a cadré sa politique budgétaire sur les trois prochaines années. C'était là un des chantiers de la Task Force auprès du premier ministre. Réfléchir sur un terme multi-annuel. C'est donc fait. Et c'est un progrès. Seulement la trajectoire du solde budgétaire proposé sur entre 2017 et 2019 pose problème. Trop optimiste. Elle prévoit de passer à moins 1,9% de déficit budgétaire (rapporté au PIB) en 2019. Performance hypothétique. Pour illustrer la difficulté, petit retour au point de départ de la trajectoire. Le déficit budgétaire de 2016, révisée à la baisse, n'en est pas moins à 11,6% du PIB. Il s'agirait donc de le diviser par quasiment dix en trois ans. Pour y arriver, le gouvernement a pris le parti d'agir un peu sur les dépenses et beaucoup sur les recettes. [...] Il existe ici de sérieuses raisons de rester sceptiques. Non pas parce que « le rapport de présentation du projet de la loi de finances pour 2017 et prévisions 2018-2019 » soumis aux parlementaires, ne dit comment ce bond de recettes va avoir lieu. Mais parce qu'il le dit.

Trois hypothèses de travail du gouvernement suggèrent une prévision de fonte très optimiste du déficit budgétaire en 2019. Elles sont toutes les trois légères.

La première hypothèse est liée au redressement de la fiscalité pétrolière. Le document du gouvernement sur un prix du baril à 50 dollars en moyenne annuelle en 2017, puis à 55 dollars en 2018 et à 60 dollars en 2019. [...] Ce que n'intègre pas la prévision algérienne

c'est l'effet volume sur les revenus du gaz naturel. 2019 est, dans de nombreuses projections, l'année où la consommation domestique de gaz devrait passer devant les exportations si son rythme de croissance n'est pas sérieusement ralenti. Or, ce qui peut ralentir ce rythme est toujours dans l'ornière : une rapide montée d'un modèle non énergétivore et une émergence tout aussi rapide de la génération électrique verte. Les recettes de la fiscalité pétrolière sont exagérées en 2018 et en 2019 si rien ne se passe sur ces deux fronts. Et le délai est trop court pour capter un effet palpable sur trois ans.

La seconde hypothèse du gouvernement qui enjolive 2019 est tout aussi aléatoire. Il s'agit du décollage prévu des recettes fiscales ordinaires. : 2722,6 milliards de dinars pour l'année de référence, 3505,8 milliards de dinars en 2019. La aussi un bond de l'ordre des 28% sur trois ans. Une partie de cette hausse des recettes devrait provenir de la hausse de la pression fiscale. Le relèvement de deux points du taux normal de la TVA, de même pour taux réduit, en est une illustration. De nouvelles taxes sur les transactions entre particuliers, et la hausse de celles existantes sur les carburants et les tabacs en particulier constituent l'armature de cette amélioration attendue des recettes fiscales de l'Etat. Le PLF 2017 prévoit également un élargissement de l'assiette fiscale par l'encouragement à l'investissement. Et c'est là où la prévision balbutie. Les commandes publiques chutent de plus de 8% avec la réduction du budget d'équipement en 2017. C'est



01 Mai 2016



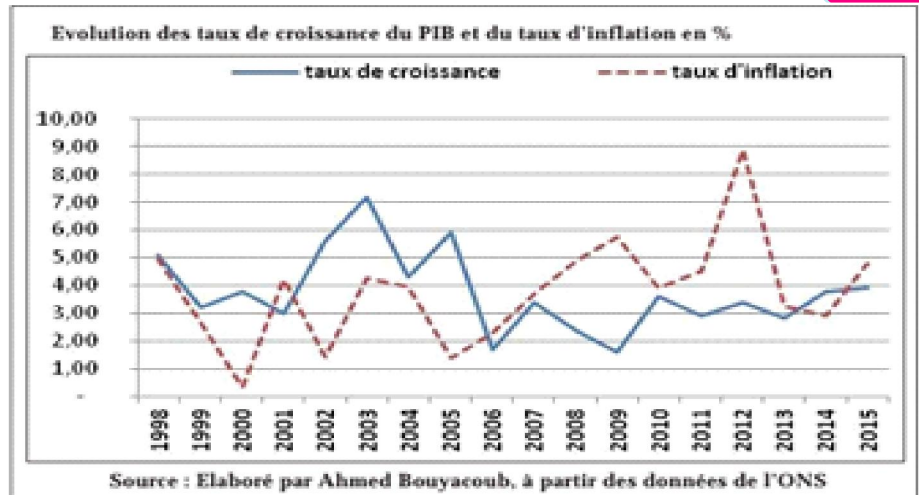
## Une menace inflationniste ?

L'Algérie enregistre de grands déséquilibres financiers depuis plusieurs années (budget et trésor), et avec la chute du prix du baril de pétrole, son commerce extérieur devient déficitaire en 2015, alors que sa balance des paiements a déjà enregistré un déficit important, en 2014. Il apparaît, très vite, que ces déséquilibres ne sont pas conjoncturels. (...)

Une inflation à deux chiffres pour 2017 ?

Il faut rappeler aux lecteurs que le dernier taux d'inflation à deux chiffres a été enregistré, en Algérie, il y a exactement vingt ans, en 1996, avec 18,68 %. A ce moment, l'Algérie était en pleine application du Programme d'ajustement structurel (P.A.S) avec ses difficiles conditionnalités, au plan économique et social. Par ailleurs, notre pays qui tentait de sortir de l'économie administrée a échappé à l'hyper-inflation que tous les anciens pays socialistes ont enregistrée au cours de cette période (1990-2000). Au cours de cette décennie, l'indice des prix à la consommation a été multiplié par 4,5 en Algérie, par 6,2 en Hongrie, par 11 en Pologne et par 770 en Russie. Oui, les prix ont été multipliés par 770 fois dans ce grand pays pétrolier entre 1990 et 2000.

En Algérie, tous les économistes qui ont étudié, sérieusement, cette période, avaient reconnu que si notre pays a pu libérer totalement ses prix (grâce à la loi sur les prix de 1989, aux réformes qui s'en suivirent et au P.A.S) sans trop de dégâts économiques et sociaux, c'est en grande partie, sur le plan purement économique, grâce à l'autonomie de la Banque d'Algérie, instituée en 1990, mais remise en cause, en partie, depuis plusieurs années. Car la surveillance de l'inflation et sa réduction relèvent, principalement, de ses missions puisqu'elle est garante du pouvoir d'achat de la monnaie nationale. Actuellement, est-elle en situation de résister aux sollicitations des puissants acteurs économiques (producteurs, importateurs, investisseurs nationaux et étrangers, spéculateurs, ...) qui poussent à l'ouverture de l'économie, dans tous les sens, y compris en vue de la consommation rapide de ses



réserves de change, et contestent toute forme de régulation? (...)

Inflation élevée et subventions de certains prix ?

L'analyse de l'inflation comme celle des déséquilibres financiers (budget et trésor) ont immédiatement entraîné, chez les experts, la question des subventions. Il faut préciser que les subventions sont de plusieurs natures et touchent des biens et services très différents qui représentent des poids différents dans la consommation des ménages et surtout des catégories de ménages à faible revenu (déciles 1 et 2 des enquêtes sur la consommation).

(...)

De plus, il y a une forme de mystification de la notion de subvention. Selon les données du ministère des Finances, la subvention qui sert à soutenir les prix des produits alimentaires tels que lait, sucre, farine, blé, huile, légumes secs... a représenté, en 2015, la somme de 225,5 milliards de dinars, soit au total, 13,7 % des transferts sociaux de l'Etat. La loi de Finances de 2016 prévoit de faire passer ce taux à 12,8%. Quant à la subvention qui concerne les prix de l'énergie et de l'eau, elle a atteint la somme de 73,6 milliards de dinars, en 2015, et passera à 62,8 milliards de dinars en 2016. Pour rester, seulement, dans le domaine de l'inflation, les subventions totales concernant le soutien des prix (alimentation et énergie) représentent, donc, 1,7 % du PIB et « seulement » 4,4% de la valeur de la consommation totale des ménages, en 2015. Ce faible

pourcentage doit être comparé aux autres types de transferts sociaux, dont la totalité représente 9,6% du PIB. A titre d'exemple, les seuls « soutiens à l'habitat » dépassent en 2015, de 20%, la somme dédiée aux subventions des prix.

En conclusion, on ne peut pas mettre « dans le même sac » toutes les subventions directes et indirectes. Elles sont destinées à des catégories sociales différentes et leurs justifications ne relèvent pas, seulement, du champ économique ou du champ social.

Lutter contre l'inflation : quelles pistes ?

Bien sûr, la lutte contre l'inflation passe par le renforcement d'une dynamique de croissance des principaux secteurs d'activité (agriculture et pêche, industrie, BTPH..) et la levée de toutes les contraintes qui freinent cette dynamique. L'élimination progressive des déséquilibres qui caractérisent cette période (commerce extérieur, budget, trésor, balance des paiements, ...) permettraient de redresser l'économie et de lui éviter une crise profonde.

En fin de compte, la lutte contre les poussées inflationnistes qui se manifestent, passe par la lutte contre les principaux facteurs de la crise économique actuelle.

Ahmed Bouyacoub

**Le Quotidien**  
Edition Nationale d'Information D'ORAN

03 Novembre 2016

## Les demandes de kafala explosent...

### L'adoption, un si long chemin...

Les candidats à l'adoption, de plus en plus nombreux, font face à des procédures longues et fastidieuses. Pourtant, dans les pouponnières, beaucoup d'enfants vivent sans famille. Faute de place, des nourrissons sont même gardés des semaines dans les hôpitaux. Pourquoi ne sont-ils pas placés rapidement dans des familles d'accueil? Pourquoi certains parents arrivent à adopter plus facilement que d'autres? Comment vivent ces nourrissons abandonnés et mis sous tutelle de la DAS?

#### L'attente et l'incompréhension

Actuellement, 500 demandes de kafala traitées et approuvées s'empilent sur les bureaux de la direction de l'action sociale d'Alger, organisme chargé de recueillir les enfants abandonnés et de les placer dans des familles d'accueil. Il y en aurait tout autant dans chaque wilaya du pays. Les personnes et les couples désirant adopter des enfants sont de plus en plus nombreux. Certains viennent tout juste de déposer leurs demandes, d'autres attendent depuis deux, trois, jusqu'à cinq ans. Pourtant, dans les pouponnières, beaucoup d'enfants abandonnés vivent sans famille.

#### Derrière les abandons, des drames

Cette longue attente s'expliquerait par le nombre de demandes qui explose et auquel l'institution (la DAS) peine à répondre. «De plus en plus de parents, qui plus est récemment mariés, demandent à recueillir des enfants par voie de kafala. Il y a beaucoup trop de demandes et pas assez de bébés», répond Saliha Mayouche, directrice de la DAS d'Alger.

Mais pas seulement, elle évoque un autre obstacle. «Il n'est pas toujours évident de placer les bébés en famille d'accueil parce que les abandons définitifs sont rares», ajoute-t-elle. Explication : à la naissance,

lorsqu'une mère met au monde un enfant hors mariage qu'elle décide de confier à la DAS, elle dispose d'une durée légale de trois mois pour changer d'avis et récupérer son enfant.

Une fois le délai passé, elle signe ou pas l'abandon définitif. La loi n'autorise les placements en familles d'accueil, que lorsque les abandons sont définitifs (signature de la mère faisant foi quand la mère est connue). D'après la directrice de la DAS, beaucoup d'enfants abandonnés vivent en pouponnières mais ne peuvent être placés en famille d'accueil parce que leurs



mères biologiques gardent l'espoir de pouvoir les récupérer.

Elles refusent de signer l'abandon définitif. «Les pouponnières se retrouvent donc parfois à jouer le rôle de garderies où les mamans viennent rendre visite à leurs bébés en attendant de pouvoir les récupérer un jour», explique encore Saliha Mayouche en précisant qu'il n'y a aucun passe-droit dans le traitement des dossiers qui respecte formellement les dates de dépôt. Elle souligne qu'en 2015, 83 enfants sur 103 abandons définitifs ont été placés dans des familles d'accueil. Parmi eux, 20 enfants attendent toujours des «parents» qui voudraient bien d'eux.

Ces enfants, des survivants

«C'est une réalité cruelle, mais les personnes qui désirent adopter sont en général très exigeantes, elles veulent de beaux bébés, des bébés en bonne santé», explique Saliha Mayouche. Elle précise, qu'il y a actuellement dans les pouponnières, des enfants qui présentent quelques soucis de santé, ou d'autres qui sont de couleur et dont personne ne veut.

Dans cette logique sélective, les filles sont ainsi très demandées contrairement aux garçons que les parents adoptant craignent souvent et n'acceptent parfois que par dépit. L'écho de certains récits mettant en scène des garçons adoptés qui posent problème à l'adolescence ou

une fois leur adoption découverte résonnent dans la société. Le rejet se fait par anticipation. Après le choc de l'abandon à leur naissance, ces petits êtres entrent dans les rouages d'un système procédurier qui les gardent coûte que coûte à l'abri des regards.

La maltraitance est double. Ils sont abandonnés par leurs mères biologiques parce que nés hors mariage ou encore suite à un placement judiciaire pour cause de prostitution, de maladies mentales, de divorce, de litiges ou

d'incarcération des parents. Ces enfants grandissent ensuite dans le mensonge ou dans le rejet d'une société qui verse dans le déni pour préserver son ordre moral.

Les enfants adoptés qui échappent à ces affres restent rares. Il est difficile de connaître le nombre exact de naissances illégitimes, mais des associations l'estiment entre 3000 et 4000 chaque année. Dans la seule wilaya d'Alger, une moyenne de 500 enfants naissent chaque année hors mariage. 512 nourrissons en 2014. 471 nourrissons en 2013.

Bouredji Fella

**El Watan**  
LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT

11 Mars 2016



## Les médecins ne veulent pas d'un «code pénal bis»

Les dysfonctionnements sont «multiples» dans le secteur public de la santé qui a perdu la confiance des citoyens, a estimé hier lundi dans un entretien à la radio nationale le Dr Bekkat Berkani, président de l'ordre des médecins.

Pour lui, la nouvelle loi sur la santé, qui sera soumise au Parlement pour examen et adoption, devrait «contribuer à redéfinir certaines missions de l'Etat et un certain nombre de notions d'éthique, qui nous manquaient tant, et de déontologie», ainsi que «des missions des praticiens en eux-mêmes et de tous les professionnels de santé». «De l'aveu même des praticiens, les dysfonctionnements sont multiples, en particulier dans le secteur public», a-t-il ajouté.

Sur l'efficacité de cette nouvelle loi sanitaire, il a rappelé que «la loi ne vaut que par son applicabilité sur le terrain.» «Aucune loi n'est parfaite, mais il y a des avancées introduites par cette loi», a-t-il expliqué, avant de relever que dans cette loi sanitaire, «il y a quelques corrections à faire, et on attend que cette loi passe devant les assemblées élues pour quelques correctifs.» Ainsi, il dénonce certaines dispositions de cette loi, estimant qu'«on ne peut faire un code pénal bis pour les médecins.»

«Nous sommes dans un Etat de droit, la loi pénale est au-dessus de toutes les lois civiles. Par conséquent, on ne peut faire un code pénal bis pour les médecins». Il prévient qu'«il n'est pas question de donner un tarif personnel aux médecins ou aux personnels de santé» à travers les nombreuses dispositions pénales contenues dans cette loi sanitaire.

Car pour les erreurs médicales, dont celles ayant entraîné la mort de patients, le Dr Bekkat estime qu'il s'agit de «la responsabilité individuelle du médecin qui est prévue par la loi.» «La médecine n'est pas une science exacte, le médecin n'est pas responsable des résultats, mais des dommages», ajoute-t-il, «s'il y a aggravation, il est condamné au niveau pénal.»

Le président de l'ordre des médecins a expliqué qu'il y a eu «pratiquement près de 200 affaires en matière de juridiction, l'acte

médical est une chaîne de soins. Il faut déterminer les responsabilités certes, mais il ne faut pas l'accuser de tous les maux.» Par ailleurs, le Dr Bekkat estime que cette nouvelle loi sanitaire n'a pas prévu la mise en place d'un institut de veille sanitaire pour faire face aux grandes épidémies.

Car «la veille sanitaire englobe des situations de risque par rapport aux épidémies auxquelles le monde est soumis régulièrement. Il faut qu'il y

La gratuité des soins est en jeu, et à l'avenir les citoyens vont payer leurs soins. Ceux qui sont chômeurs et qui sont dans une détresse quelconque, l'Etat leur garantit la gratuité des soins», soutient-il. Il précisera qu'«il faut absolument faire ses comptes pour que les organismes de sécurité sociale puissent faire ce que l'on appelle la contractualisation dans les hôpitaux publics.»

«Sur le plan pratique, au lieu de profiter de nos services publics, on



ait un organisme qui puisse mettre en garde les autorités et les citoyens pour parler le langage de la vérité et y faire face». Il rappellera que «l'Etat est là pour prendre des dispositions pour éviter la propagation des maladies.» Il faut donc mettre en place une institution de veille sanitaire, préconise le Dr Bekkat, «nous sommes confrontés à un défi des grandes épidémies mondiales et il faut pouvoir déterminer des constats précis et des conduites à tenir face à ces épidémies.»

Sur l'article 12 de la nouvelle loi sanitaire, relative aux soins et leur prise en charge dans les structures publiques, cet article, même «s'il stipule l'accès aux soins à tous les citoyens, l'Etat veut maintenir le niveau de soins, mais compte ses sous pour être efficace», explique-t-il pour souligner que certains actes de santé seront payants, même dans les structures publiques comme les hôpitaux. «Il est clair que l'aspect social de la lutte contre les maladies chroniques est maintenu.

demandera des comptes, mais il est hors de question de ne pas prendre en charge un individu qui ne présente pas de garantie financière», ajoute le Dr Bekkat.

Les soins de santé dans le secteur public doivent être payants. «Il faut redonner la confiance au citoyen pour aller aux structures de proximité, et même réhabiliter le médecin de famille, pour que le malade ait confiance en son médecin de proximité», souligne d'autre part le président de l'ordre des médecins selon lequel il y a une forte demande sur les services spécialisés des hôpitaux, alors que les structures de proximité sont là pour les prendre en charge, mais avec plus de «flexibilité» dans leur horaire.

Yazid Alilat

**Le Quotidien**  
Edition Nationale d'Information  
D'ORAN

08 Novembre 2016

# Mort de l'anthropologue Malek Chebel, défenseur d'un « islam des Lumières »



fatigable champion d'un islam des Lumières, l'anthropologue et psychanalyste algérien Malek Chebel est mort à Paris, samedi 12 novembre, à l'âge de 63 ans.

Né sur les rives de la Méditerranée à Skikda (qui s'appelait alors, aux dernières heures de la colonisation française, Philippeville) le 23 avril 1953, Malek Chebel, après des études secondaires au lycée de Skikda, s'inscrit à l'université Aïn El-Bey de Constantine (1973). Puis il gagne la France, grâce à une bourse accordée par le consulat de France, major de sa promotion pour son mémoire de psychologie clinique (1977).

## Universitaire atypique

A Paris, où il fréquente tant les universités Paris-VII-Jussieu, Paris-V-René-Descartes et l'Institut d'études politiques, ce travailleur infatigable, d'une curiosité et d'une vivacité qui resteront sa signature, collectionne les doctorats : psychopathologie clinique et psychanalyse (1980), ethnologie (1982), sciences politiques (1984). De fait, cet universitaire atypique, par sa polyvalence comme par son implication dans la vie de la cité et le débat d'idées, s'il est dès 1995 habilité à diriger des recherches en Sorbonne, multiplie les interventions, chargé de cours et de séminaires ou conférencier, tant en Europe (Bruxelles) qu'en Amérique (Berkeley et Stanford en Californie ; UCLA à Los Angeles, Rockefeller University à New York, et Chicago) ou dans les pays arabes (Maroc et Tunisie).

Fort de ses compétences croisées, cet anthropologue est soucieux de défendre la liberté sous toutes ses formes, liberté de vivre, de penser, d'aimer aussi – avant même son essai *Du Désir* (Payot, 2000), l'éloge de la sensualité le conduit à proposer une *Encyclopédie de l'amour en Islam. Erotisme, beauté et sexualité dans le monde arabe, en Perse et en Turquie* (Payot, 1995) que prolonge un *Kama Sutra arabe. 2000 ans de littérature érotique en Orient* (Pauvert, 2006).

Traducteur du « Coran »

Mais si ses nombreuses publications insistent sur la volupté et le raffinement d'une culture musulmane bien peu mise en avant au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, sa connaissance encyclopédique de l'islam et de ses valeurs l'a conduit aussi à multiplier les anthologies et les synthèses éclairantes, des plus sévères (*Dictionnaire des symboles musulmans*, Albin Michel, 1995) aux plus accessibles (il cosigne ainsi en 2008 dans une collection populaire *Le Coran pour les nuls* et *L'Islam pour les nuls*, dont la terrible actualité de 2015 fit un best-seller).

S'il se fait, de livres de vulgarisation en essais personnels, le champion d'un islam des Lumières, Malek Chebel ne craint pas les sujets tabous. Depuis *Le Corps en islam* (PUF, 1984), on sait qu'il ne redoute aucun débat, et quand il propose une pionnière *Histoire de la circoncision des origines à nos jours* (Balland, 1992), s'essaie à une *Psychanalyse des Mille et Une Nuits* (Payot, 1996) ou révèle les pratiques d'asservissement dans le monde musulman et leur inquiétante persistance (*L'Esclavage en terre d'islam*, Fayard, 2007), prolongeant le maître-livre d'Olivier Pétré-Grenouilleau (*Les Traités négrières. Essai d'histoire globale*, Gallimard, 2004), Malek Chebel s'inscrit dans une démarche de mise à plat, loin des interdits comme des fantasmes, qui permet d'entendre l'apport de l'islam sans œillères ni parti pris.

Il est dès lors logique qu'il ait tenu à proposer une leçon nouvelle du *Coran* en traduisant lui-même le texte sacré. Un défi dont il vient à bout en 2009 (Fayard). Au terme d'années de labeur, la version qu'il en donne, précise et respectueuse de la lettre, fondée sur une connaissance intime de la langue arabe comme sur une expertise scientifique du monde musulman, évite les écueils d'une poétisation suspecte comme toute surenchère de néologismes. Respecter l'esprit du livre en le rendant accessible au lecteur d'aujourd'hui est une gageure qui exige une humilité que ce grand lettré rieur et malicieux, d'une élégance morale comme physique jamais prise en défaut, incarnait au mieux.

## Malek Chebel en sept dates

23 avril 1953 : naissance à Philippeville (aujourd'hui Skikda), en Algérie.

1984 : *Le Corps en islam* (PUF).

2004 : *Dictionnaire amoureux de l'islam* (Plon).

2009 : propose, en marge d'un *Dictionnaire encyclopédique du Coran*, une nouvelle traduction du *Coran* (Fayard).

2013 : Création de *Noor*, « revue pour un islam des lumières ».

2015 : *L'Islam en 100 questions* (Tallandier).

12 novembre 2016 : mort à Paris.

Philippe-Jean Catinchi

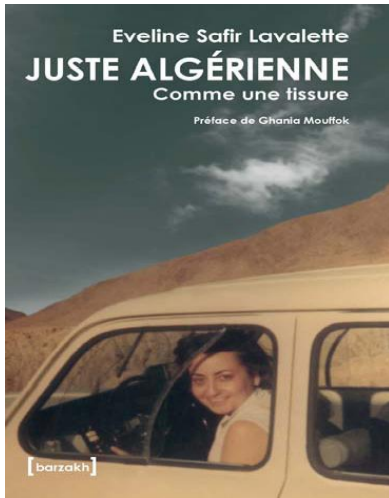
12 Novembre 2016

**Le Monde.fr**



# [BIBLIOGRAPHIE]

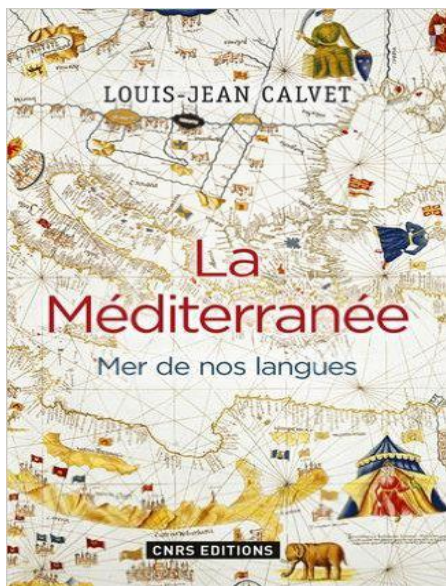
JUSTE ALGERIENNE  
Eveline Safir Lavalette  
Editions Barzakh, 2013



« Eveline Safir Lavalette, moudjahida d'origine européenne, ayant fait le choix, très tôt, et évident pour elle, d'être Algérienne au point d'en payer le prix fort (arrêtée en novembre 1956, elle est condamnée à trois ans de prison, torturée, abusivement internée dans un service psychiatrique aura attendu l'âge de 86 ans pour enfin publier ces textes que l'on reçoit comme un don »

La Méditerranée , mer de nos langues

Louis Jean Calvet  
Editeur APIC 2016

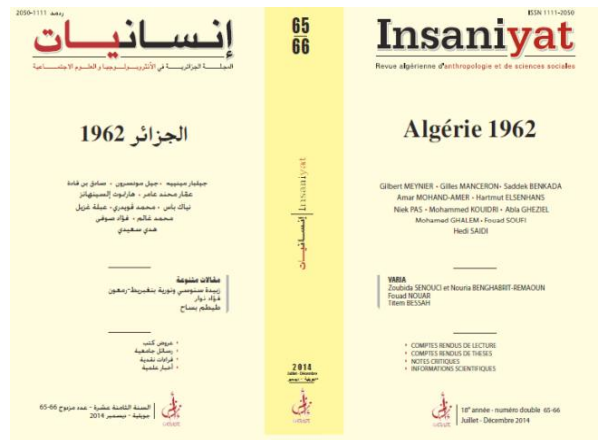


Phénicien, araméen, hébreu, grec, latin, étrusque, berbère, arabe, turc, espagnol, italien, français : ces langues du pourtour méditerranéen nous parlent de l'histoire de ce continent liquide. Elles sont d'abord la trace des empires et puissances qui se sont succédé en Méditerranée, mais aussi celle du commerce des hommes, des idées et des denrées, qui ont constitué cet espace en un ensemble homogène.

# [REVUE]

INSNIYAT  
Algérie 1962

Numéro double 65-66 Juillet-Décembre 2014



# [FILM]

Parfums d'Alger

Réalisateur(s) : Benhadj, Rachid 2012



C'est l'histoire d'une femme, Karima, une photographe algérienne qui vit à Paris depuis plusieurs années et qui est obligée de rentrer précipitamment à Alger pour assister à l'agonie de son père ...

# [MUSIC]

Idir  
Adrar Inu, 2013

